

*Accords fiscaux—Loi*

empêche ses députés de parler, mais il a déposé une motion, la motion du bâillon, la matraque.

Les députés d'en face rient. Ils sont 211. Le député de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon) rit, mais je vais vous prédire quelque chose, monsieur le Président.

**M. Hudon:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Paproski):** L'honorable secrétaire parlementaire a la parole.

**M. Hudon:** Monsieur le Président, je suis complètement «dérangé» de ce côté-ci de la Chambre quand j'entends mon honorable ami de l'autre côté parler. J'ai l'impression qu'à force de parler il va finir par dire quelque chose, je voudrais l'entendre.

**M. Malépart:** Monsieur le Président, vous admettez avec moi que ce n'est pas intelligent, mais que voulez-vous la population ne les connaissait pas avant de les élire. Alors il vient de démontrer . . . C'en est un autre . . . Je peux vous prédire qu'il ne sera pas là aux prochaines élections, monsieur le Président.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre, s'il vous plaît. J'espère que le député reviendra au débat et parlera du projet de loi, non des présences à la Chambre, je l'en prie.

[Français]

**M. Malépart:** Monsieur le Président, justement c'est parce que je répliquais au rappel au Règlement, et vous étiez d'accord avec moi que ce qu'il vient de faire était stupide.

Monsieur le Président, je reviens à la motion du bâillon du gouvernement; ce dernier veut arrêter le débat. On vient de voir le député de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon) se lever; c'est facile de faire taire . . . mais c'est honteux pour un gouvernement qui se lève et qui parle. Alors il n'a rien d'intelligent à dire. Mais, monsieur le Président, il y a d'autres gens ici, et ce n'est pas parce qu'ils sont conservateurs; le député de Châteauguay (M. Lopez) est un type bien, c'est un type intelligent, et j'aimerais savoir ce qu'il pense là-dessus. Au lieu de faire des bouffonneries comme le député de Beauharnois—Salaberry, il pourrait sûrement nous éclairer et peut-être qu'après ces explications on pourrait dire: C'est vrai, peut-être pour une année, et l'an prochain on négociera, le gouvernement a eu raison de faire telle ou telle chose.

Mais non, c'est l'absence de discussions, et ces gens se vantent d'avoir amélioré le climat de collaboration avec les gouvernements provinciaux. Monsieur le Président, tous les gouvernements provinciaux sont en désaccord sur cette mesure. Le gouvernement du Québec a été obligé d'imposer une taxe spéciale sur les entreprises et corporations à cause du manque de \$66 millions au niveau de la péréquation par le gouvernement fédéral. Aujourd'hui une rencontre a lieu ici à 14 heures, M. Caccia et M. Sinclair Stevens, au sujet du dossier de la papeterie de Matane parce que ce dossier n'avance pas, toujours à

cause du manque de sommes d'argent qui doivent être distribuées par le gouvernement fédéral versus les provinces.

Monsieur le Président, la péréquation: La péréquation se fait de gouvernement à gouvernement, mais cela se fait aussi de citoyen à citoyen, et les accords qui avaient été faits à ce moment-là aux chapitres de la santé et de l'éducation postsecondaire permettaient à l'ensemble de la population—les provinces riches au détriment des provinces pauvres—de savoir que lorsque quelqu'un contribuait de son impôt au gouvernement fédéral on savait très bien qu'il y avait un retour pour aider les personnes moins bien nanties dans d'autres provinces par la voie de l'enseignement postsecondaire ou au chapitre de la santé.

Monsieur le Président, je vois que vous me faites signe que mon temps de parole se termine. J'aimerais, et je le répète, donner une chance au député de Beauharnois—Salaberry - il vient de dire des sottises, mais je pense qu'il serait capable de parler intelligemment.

Je suis persuadé que le député de Châteauguay (M. Lopez), lui, dirait quelque chose de brillant, la députée de Charlebourg (M<sup>me</sup> Tardif) aussi, la députée de Brome—Missisquoi (M<sup>me</sup> Bertrand), la députée de Montmorency—Orléans (M<sup>me</sup> Blouin), on ne l'a jamais vue, personne ne la connaît. Mon collègue de l'Assomption, dans le dossier de Gulf, s'il était intelligent, il serait sûrement expert et compétent dans ce dossier-là. Monsieur le Président, je termine en invitant ces députés à défendre les intérêts des Québécois.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre. J'aime toujours entendre le député parler du sujet, mais son temps de parole est écoulé.

• (1450)

La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le vote porte sur la motion du député de Simcoe-Nord (M. Lewis).

Que la mise aux voix ait lieu maintenant.

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Que tous ceux qui sont en faveur veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Paproski):** A mon avis, les oui l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*